

Points clés

Les bailleurs de fonds internationaux pour le développement devraient reconnaître que les OPFA, les peuples autochtones et les groupes de communautés locales sont les gardiens in situ de l'agrobiodiversité qui subsiste dans le monde et qui est essentielle à la survie de l'humanité.

Les mécanismes de financement pour le climat et la nature devraient accroître la représentation des OPFA, des peuples autochtones et des groupes de communautés locales au sein des comités de pilotage afin d'orienter les fonds vers des activités visant à renforcer des systèmes productifs de patrimoine bioculturel prônant l'agrobiodiversité.

Les priorités des mécanismes de financement doivent aider les groupes locaux à promouvoir la diversité nutritionnelle, à gérer des banques de semences communautaires et des systèmes agroforestiers variés, à diversifier les entreprises et à mobiliser des fonds internes pour financer des paysages riches en agrobiodiversité.

À suivre

Agrobiodiversité – ou comment sauver la peau de la Terre

L'homme dépend d'une fine enveloppe planétaire, une « peau » composée de la vie dans toute sa diversité : la biodiversité. L'agriculture couvre aujourd'hui la plus grande partie (46 %) de la surface terrestre mondiale ; sa santé écologique et sa résilience face au changement climatique sont donc essentielles pour la survie de l'humanité. C'est la biodiversité que l'on trouve au sein des systèmes agricoles et sauvages qui nous maintient en vie. Mais cette agrobiodiversité est rapidement érodée par un cycle d'inégalité croissante, alimenté par des forces économiques et une politique de pouvoir. Les petits exploitants et les peuples autochtones soutiennent la majeure partie de l'agrobiodiversité qui subsiste dans le monde. Les organisations de producteurs forestiers et agricoles (OPFA), ainsi que les peuples autochtones et les groupes de communautés locales ont élaboré au moins cinq stratégies et dix-huit tactiques pour encourager et préserver la conservation de l'agrobiodiversité. Il est temps que les gouvernements et les partenaires officiels du développement leur accordent une plus grande reconnaissance, un meilleur financement et davantage de soutien politique.

Les humains sont tributaires d'une fragile enveloppe de vie qui recouvre la planète Terre, dans une atmosphère qui se situe principalement entre 8 et 15 km au-dessus du niveau de la mer. Cette « peau » planétaire modère les températures mondiales, le niveau des mers, les régimes météorologiques, l'approvisionnement en eau, la production de denrées alimentaires, les sources d'énergie, les matériaux de construction et mille autres choses encore. La vie dans toute sa diversité – la « biodiversité » – est essentielle au fonctionnement des écosystèmes qui fournissent ces services.

L'augmentation de la population humaine s'est accompagnée d'une hausse de la proportion de la surface terrestre mondiale habitable

consacrée à l'agriculture, laquelle représente aujourd'hui 46 % (48 millions de km²) du total (106 millions de km²) et dépasse la superficie restante de forêts (40 millions de km², soit 38 %)¹. En d'autres termes, la plus grande partie de la peau de la terre est aujourd'hui constituée de terres agricoles, de sorte que la préservation de la santé des terres agricoles constitue aujourd'hui un enjeu planétaire.

La santé écologique est en partie définie par sa diversité. L'agrobiodiversité – le sous-ensemble de la biodiversité au sein des systèmes agricoles – comprend toutes les variétés et la variabilité des espèces animales, végétales et des micro-organismes qui permettent aux exploitations agricoles de fonctionner, ainsi

Points clés

Les politiques gouvernementales devraient protéger les systèmes semenciers autochtones et paysans et donner la priorité aux déclarations des Nations Unies sur les droits de l'homme (UNDRIP et UNDROP) sur les droits commerciaux des obtenteurs de plantes ou sur les accords commerciaux.

que les aliments sauvages ; c'est ce qui nous nourrit. La préservation de cette agrobiodiversité présente de nombreux avantages. Elle est essentielle à la productivité agricole, à la sécurité alimentaire, à la résilience des moyens d'existence, aux bénéfices nutritionnels et sanitaires, à la fourniture d'énergie de biomasse et de matériaux domestiques, à la préservation de l'identité et du patrimoine bioculturel des peuples autochtones², et à la fourniture de services écosystémiques, y compris l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets. Toutefois, l'agrobiodiversité, à l'instar de toute la biodiversité, est en recul.

L'économie industrielle et une politique de pouvoir menacent l'agrobiodiversité

Depuis la révolution néolithique, il y a 12 000 ans, lorsque de nombreux êtres humains ont commencé à délaissier le rôle de chasseurs-cueilleurs pour adopter une agriculture sédentaire, l'agrobiodiversité a connu un déclin accéléré. Ce déclin est particulièrement rapide depuis la révolution verte des années 1960, lorsque les variétés dites modernes ou nouvelles de cultures à haut rendement, telles que le maïs, le riz et le blé, ont remplacé des cultures adaptées localement et riches en nutriments, telles que le millet et les légumineuses, sur des sites plus fertiles, surtout dans certaines régions comme l'Asie du Sud³. Cette approche s'étend désormais à des zones plus marginales exposées à des risques. Sur les 6.190 races de mammifères historiquement domestiquées pour l'alimentation et l'agriculture, 559 ont disparu et 1 000 autres sont menacées. Sur les 7 000 espèces végétales cultivées historiquement pour l'alimentation, 9 seulement contribuent aujourd'hui à 66 % de la production végétale mondiale et 3 – le riz, le maïs et le blé – représentent la moitié de toutes les calories d'origine végétale que nous consommons⁴.

Garantir la santé des terres agricoles est un enjeu planétaire

La perte d'agrobiodiversité est le résultat d'un cycle d'inégalité croissante impulsé par des économies d'échelle et une politique de pouvoir, illustré (dans ses grandes lignes) à la figure 1. Les acquisitions

de terres à grande échelle par des acteurs puissants ont concentré la propriété foncière, laissant de côté les populations locales et, avec elles, leurs connaissances des variétés locales adaptées. En quête de profit, ces grandes exploitations privilégient les systèmes de monoculture, qui tendent à être plus rentables commercialement que les systèmes agrobiodiversifiés par unité de surface, mais cela se fait au détriment de la productivité écologique globale⁵. Une rentabilité accrue signifie que les

revenus et les coûts de main-d'œuvre augmentent dans ces exploitations, d'où la nécessité d'une mécanisation qui réduit les coûts, mais ne convient qu'aux monocultures et qui, de ce fait, les rend indispensables. Les bénéfices augmentent encore, concentrant le pouvoir économique en faveur de nouvelles acquisitions foncières, et ainsi de suite.

Les lois et les politiques sont un champ de bataille déterminant

Le pouvoir économique façonne également des lois et des politiques qui vont à l'encontre de l'agrobiodiversité. On en a une démonstration flagrante dans la législation qui vise à protéger les droits des sélecteurs de plantes commerciales (surtout les variétés modernes de cultures à haut rendement) dans le cadre de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) et des accords sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce. Cette législation favorise souvent l'expansion et les bénéfices des grandes monocultures d'entreprise, encourage la diffusion de nouvelles variétés commerciales et restreint les droits des agriculteurs de conserver, d'échanger et de vendre des semences.

D'un autre côté, il existe une législation qui soutient les systèmes semenciers autochtones et paysans et leur riche source d'innovation bioculturelle⁶. Il s'agit notamment des dispositions du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (« le Traité sur les plantes ») relatives aux droits des agriculteurs, de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) et de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP). Cette législation oblige les États à reconnaître les droits des agriculteurs à utiliser, échanger et vendre librement les semences de ferme, ce qui renforce leur capacité à maintenir et à améliorer l'agrobiodiversité et les connaissances et valeurs traditionnelles qui y sont liées (c'est-à-dire les systèmes de patrimoine bioculturel)⁷.

Les petits exploitants sont les gardiens de l'agrobiodiversité

La majeure partie de l'agrobiodiversité qui subsiste dans le monde est préservée par des petits exploitants dans les systèmes agricoles traditionnels et des territoires autochtones⁸. Les petits exploitants dépendent souvent de leur ferme à la fois pour leur subsistance et leurs revenus monétaires. L'agriculture de subsistance favorise l'agrobiodiversité parce que les petits

exploitants jouissent personnellement des avantages et des risques réduits des cultures variées – qu'ils apprécient – pour la nutrition, l'énergie, le logement, la santé, les usages culturels, les services écosystémiques et la génération de revenus. Lors d'enquêtes menées auprès de groupes de petits exploitants, à qui l'on demandait ce qui faisait le succès d'un paysage, la biodiversité est apparue comme une priorité essentielle, au même titre que la productivité, la durabilité, les moyens d'existence, la restauration des forêts et d'autres critères. Le défi de l'agrobiodiversité se pose lorsque les petits exploitants souhaitent dépasser le stade de la subsistance pour améliorer leurs revenus. Comment peuvent-ils développer des économies d'échelle sans mettre toutes leurs terres agricoles en monoculture ?

La réponse réside dans la possibilité de réunir des organisations de producteurs forestiers et agricoles (OPFA) ou des peuples autochtones et des groupes de communautés locales davantage axés sur le territoire. Ces groupes peuvent cumuler à l'échelle du marché des volumes de nombreuses cultures différentes provenant de multiples petites exploitations et de ressources sauvages diverses. Ils peuvent également œuvrer pour garantir les régimes fonciers et les droits qui contribuent à la préservation des paysages bioculturels, partager le savoir traditionnel sur les variétés et les pratiques culturelles appropriées, gérer les semences pour faire pousser ces cultures et diversifier leurs entreprises afin d'encourager la culture et la vente d'un plus grand nombre de produits. Au fil de la progression des travaux de ces groupes et de ceux qui les soutiennent, on a vu naître une série de manuels et d'outils en ligne utiles qui aident les agriculteurs et les formateurs à comprendre les bienfaits de l'agrobiodiversité, à améliorer sa gestion pratique grâce à des approches de gestion des semences et des techniques culturelles, et à mesurer sa conservation et ses impacts.

Les organisations de petits exploitants et de peuples autochtones ont recours à des tactiques sophistiquées

L'IIED a analysé six études de cas nationales, ainsi qu'une revue de la littérature académique sur la conservation de l'agrobiodiversité⁵. Les études de cas portaient sur des OPFA, des peuples autochtones et des groupes de communautés locales d'Équateur, du Ghana, de Madagascar, du Népal, de Tanzanie et de Zambie, choisis en raison de leur solide réputation en matière de conservation de l'agrobiodiversité.⁹⁻¹⁴ Les études de cas ont examiné la manière dont ces OPFA, ces peuples autochtones et ces

groupes communautaires ont utilisé des tactiques pour gérer les connaissances, les semences et les entreprises afin d'encourager et de préserver l'agrobiodiversité.

Les OPFA, les peuples autochtones et les groupes communautaires étudiés utilisent systématiquement cinq stratégies principales pour encourager et préserver l'agrobiodiversité, à savoir :

1. Promouvoir des produits issus de l'agrobiodiversité – en commercialisant leurs atouts sur le plan de la nutrition et de la santé
2. Cultiver des plantes propices à la biodiversité agricole – en partageant des connaissances et des semences
3. Organiser des entreprises qui promeuvent la biodiversité agricole – en amalgamant des paniers de produits de qualité
4. Mobiliser des financements internes - en remodelant l'épargne et le crédit pour financer la complexité
5. Renforcer la volonté politique – en élaborant des politiques qui sont favorables à l'agrobiodiversité

Le tableau 1 présente le détail de ces tactiques sous chacune de ces stratégies, ainsi que les exemples d'études de cas dans lesquels ces tactiques ont été observées. Dans un ou deux cas, les tactiques ont été principalement décrites à partir de l'analyse plus générale de la littérature académique ou tirées du travail de soutien du

Figure 1. Le cycle d'inégalité croissante qui sous-tend la perte d'agrobiodiversité



FFF auprès de plusieurs centaines d'OPFA, sans toutefois être observées dans le sous-ensemble limité d'études de cas.

Ce qui est frappant, c'est que dans chaque étude de cas, chacune des cinq stratégies a été employée d'une manière quelconque. En outre, chaque OPFA, chaque peuple autochtone et chaque groupe de communautés locales a déployé au moins huit et parfois jusqu'à 15 tactiques spécifiques pour encourager et préserver l'agrobiodiversité. En d'autres termes, le maintien de l'agrobiodiversité dans les petites exploitations ne dépend pas uniquement des besoins de subsistance des producteurs individuels en termes de diversité nutritionnelle

(même s'il est indéniable que cela contribue à cette diversité). Au lieu de cela, l'agrobiodiversité est souvent une ambition stratégique des organisations que les petits exploitants se sont eux-mêmes imposée en quête de leur propre bien-être.

Les gardiens de l'agrobiodiversité ont besoin de reconnaissance et de soutien

Des données évaluées par des pairs confirment la corrélation entre la diminution de la taille des exploitations et l'augmentation de l'agrobiodiversité¹⁵. Cela nécessite une approche différente du développement agricole. Il faut

Stratégies et tactiques pour préserver l'agrobiodiversité	Exemples d'étude de cas (X = preuve patente de la tactique)					
	Équateur ⁹	Ghana ¹⁰	Madagascar ¹¹	Népal ¹²	Tanzanie ¹³	Zambie ¹⁴
La promotion de produits issus de l'agrobiodiversité – en commercialisant leurs atouts sur le plan de la nutrition et de la santé						
1. Promouvoir la diversité nutritionnelle	X	X	X	X	X	
2. Promouvoir les médecines naturelles	X			X		X
3. Promouvoir les systèmes de production biologiques et agroécologiques	X	X	X	X	X	X
4. Communication auprès de publics tant ruraux qu'urbains	X		X	X		
Cultiver des plantes propices à la biodiversité agricole – en partageant les connaissances et les semences						
5. Former les agriculteurs aux méthodes agroécologiques	X	X	X	X	X	
6. Encourager la diversité des cultures, la plantation d'arbres et l'agroforesterie	X	X	X	X	X	X
7. Organiser des foires aux semences pour partager le matériel végétal	X			X	X	
8. Gérer les banques de semences ou les banques communautaires de semences	X	X			X	X
Organiser des entreprises qui promeuvent la biodiversité agricole – en amalgamant des paniers de produits de qualité						
9. Organiser des foires commerciales pour accroître les ventes de produits divers	X		X	X	X	
10. Créer des entreprises collectives qui renforcent l'identité culturelle	X	X			X	X
11. Utiliser des infrastructures commerciales pour commercialiser des paniers de produits	X	X		X		X
12. Développer des labels communs qui revendiquent l'agrobiodiversité				X		
Mobiliser des financements internes – en remodelant l'épargne et le crédit pour financer la complexité						
13. Normaliser les groupes d'épargne et de crédit	X	X			X	
14. Évoluer vers des coopératives financières de plus grosse taille	X				X	
15. Attirer des investissements internes de partenaires respectueux de la nature			X	X	X	X
Renforcer la volonté politique – en élaborant des politiques qui sont favorables à l'agrobiodiversité						
16. Promouvoir les avantages des systèmes de patrimoine agricole	X			X		
17. Lutter pour des lois qui soutiennent les systèmes semenciers paysans		X			X	
18. Promouvoir la sécurité foncière et les fonds d'investissement pour les petits exploitants	X		X			X
Nombre total de tactiques employées	15	9	8	12	12	8

d'abord que les bailleurs de fonds internationaux du développement reconnaissent que les OPFA, les peuples autochtones et les groupes communautaires sont les gardiens de ce qui reste de l'agrobiodiversité mondiale, laquelle permettra d'améliorer la productivité, la sécurité alimentaire, la résilience climatique, la diversité nutritionnelle et la santé. Les bailleurs de fonds devraient également reconnaître que les systèmes agricoles et les paysages des peuples autochtones et des communautés locales qui sont riches en biodiversité agricole contribuent également souvent à préserver la biodiversité sauvage et les services écosystémiques.

Les financements classiques provenant des principaux flux de fonds pour l'action climatique et la nature, tels que le Fonds vert pour le climat (FVC) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), atteignent à peine les OPFA, les peuples autochtones et les groupes de communautés locales, et les fonds plus spécialisés dans l'agrobiodiversité, tels que le Fonds pour le partage des avantages du Traité de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), servent principalement les grandes organisations de recherche. Les comités de pilotage et les conseils de ces mécanismes devraient chercher à améliorer la représentation significative des OPFA, des peuples autochtones et des groupes de communautés locales et à accroître les objectifs et la quantité de fonds qui atteignent ces groupes.

Si ces mécanismes souhaitent réellement obtenir des résultats positifs en matière de climat et de nature, ce ne serait pas une mauvaise idée qu'ils donnent la priorité aux cinq stratégies qu'emploient les OPFA, les peuples autochtones et les groupes

de communautés locales. Non seulement ces stratégies contribuent à encourager et à préserver l'agrobiodiversité, mais bien souvent, elles renforcent aussi la séquestration du carbone à partir des arbres et des sols.

Plus de choses pourraient également être faites pour développer des mécanismes de soutien du marché. Les systèmes de paiement pour la conservation, qui récompensent les petits exploitants agricoles pour la conservation de l'agrobiodiversité, n'en sont encore qu'à leur phase pilote ; les systèmes mieux établis, tels que les « biocrédits » ou les compensations pour la biodiversité, ne s'appliquent qu'à la préservation ou à la conservation des zones naturelles de biodiversité (et non à l'agrobiodiversité au sein d'une exploitation agricole). Des innovations apparaissent toutefois dans le domaine de la certification de deuxième partie, comme les systèmes participatifs de garantie (SPG), qui pourraient permettre aux producteurs de revendiquer que leurs produits préservent la diversité au sein de l'exploitation.

Une étape importante serait également de repenser les politiques internationales de manière à favoriser les systèmes semenciers autochtones et paysans érigés autour de variétés locales adaptées et de cultures autochtones, en donnant la priorité aux déclarations des Nations Unies relatives aux droits de l'homme (UNDRIP et UNDROP), et non aux droits commerciaux des obtenteurs de végétaux ou aux lois sur le commerce des entreprises.

Duncan Macqueen

Duncan Macqueen est directeur des forêts au sein du Groupe des ressources naturelles de l'IIED.



Knowledge Products

L'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) promeut le développement durable, en reliant les priorités locales aux défis mondiaux.

Le Mécanisme forêts et paysans (FFF) fournit un soutien financier direct et une assistance technique pour renforcer les organisations de producteurs forestiers et agricoles représentant les petits exploitants, les groupements de femmes rurales, les communautés locales et les institutions de peuples autochtones. Fruit d'un partenariat entre la FAO, l'IIED, l'UICN et Agricord, le FFF est financé par l'Allemagne, les États-Unis, la Finlande, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède et IKEA.

Contacto

Duncan Macqueen
duncan.macqueen@iied.org

44 Southampton Buildings
Londres, WC2A 1AP
Royaume-Uni

Tél. : +44 (0)20 3463 7399
www.iied.org

IIED invite les réactions et commentaires sur : @IIED et www.facebook.com/theiied

ISBN: 978-1-83759-116-9

Cette note d'information a été produite avec le généreux soutien d'Irish Aid et de la Coopération suédoise au développement international (Sida), Suède.



Notes

- Potapov, P, Hansen, MC, Pickens, A, Hernandez-Serna, A, Tyukavina, A, Turubanova, S, Zalles, V, Li, X, Khan, A, Stolle, F, Harris, N, Song, X-P, Baggett, A, Kommareddy, I et Kommareddy, A (2022) The global 2000-2020 land cover and land use change dataset derived from the Landsat Archive: First results. *Frontiers in Remote Sensing* 3(2022). / ² Le patrimoine bioculturel est constitué d'un maillage de biodiversité, de connaissances traditionnelles, de valeurs culturelles et spirituelles, de lois coutumières et de paysages des peuples autochtones et des communautés locales. Swiderska, K, Argumedo, A et Pimbert, M (2020) Biocultural heritage territories: key to halting biodiversity loss. IIED, Londres. / ³ Hunter, D, Guarino, L, Spillane, C et McKeown, PC (eds) *Routledge handbook of agricultural biodiversity*. Routledge, Londres. / ⁴ Frison, EA et IPES Food [International Panel of Experts on Sustainable Food Systems] (2016) From uniformity to diversity: A paradigm shift from industrial agriculture to diversified agroecological systems. IPES Food, Louvain-la-Neuve. <https://hdl.handle.net/10568/75659> / ⁵ Macqueen, D (2024) Advancing agrobiodiversity: why organisations of smallholders and Indigenous Peoples are vital. IIED, Londres. www.iied.org/22251iied / ⁶ Swiderska, K, Argumedo, A, Song, Y, Rastogi, A, Gurung, N et Wekesa, C, (2018) Biocultural innovation: the key to global food security? IIED, Londres. / ⁷ Peschard, K, Golay, C et Araya, L (2023) The right to seeds in Africa. *Academy Briefing* 22. Académie de Genève. www.geneva-academy.ch/news/detail/608-new-publication-explores-the-rights-to-seeds-in-africa / ⁸ Rist, S, Bonanomi, E, Giger, M, Hett, C, Scharrer, B, Jacobi, J et Lannen, A (2020) Variety is the source of life: Agrobiodiversity benefits, challenges, and needs. *Swiss Academies Factsheets* 15(1) Académie suisse des sciences naturelles (SCNAT), Berne. https://boris.unibe.ch/141454/1/online_E_Layout_Factsheet_Agrobiodiversity_sm.pdf / ⁹ Union des organisations paysannes et autochtones de Cotacachi (UNORCAC) ; Piñán Cajas, MA (2023) Managing agrobiodiversity in successful smallholder landscapes in Ecuador. UNORCAC, Équateur et IIED, Londres. / ¹⁰ Association des exploitants agricoles biologiques d'Abrona (ABOFA) ; Paul, TE (2022) Advancing agrobiodiversity through the promotion of agroecology, seed management and enterprise development in Ghana. ABOFA et IIED, Londres. / ¹¹ Antenne régionale d'Analamanga de la Plateforme nationale pour les femmes, le développement durable et la sécurité alimentaire (ARFDDSA) ; Andrianaivolala, E (2022) Enhancing agrobiodiversity in smallholder agroforestry systems in Madagascar. PNFDDSA et IIED, Londres. / ¹² Groupe paysan de Chabeli au sein de la Fédération nationale des groupes d'exploitants agricoles (NFGF) ; Nepal, A et Koirala, K (2023) Integrating agrobiodiversity for livelihood options in Bhimphedi municipality, Nepal. NFGF et IIED, Londres. / ¹³ Mtandao wa Vikundi vya Wakulima na Wafugaji Mkoa wa Arusha (MVIWAARUSHA) ; Kayombo, CJ, Bakanga, G et Masandika, R (2023) Successful smallholder management of agrobiodiversity in Northern Tanzania. MVIWAARUSHA et IIED, Londres. / ¹⁴ Association de producteurs et Pépinière du district de Choma (CDTNA) ; Chingaipa, E (2023) How tree seedling nurseries are furnishing landscape agrobiodiversity in Zambia. CDTNA, Zambie et IIED, Londres. / ¹⁵ Jarvis, DI, Brown, AH, Cuong, PH, Collado-Panduro, L, Latournerie-Moreno, L, Gyawali, S, Tanto, T, Sawadogo, M, Mar, I, Sadiki, M et Hue, NT (2008) A global perspective of the richness and evenness of traditional crop-variety diversity maintained by farming communities. *Proceedings of the National Academy of Sciences* 105(14): 5326-5331. www.pnas.org/content/105/14/5326.short

